

**FEDERATION DES VOSGES POUR
LA PECHE ET LA PROTECTION DU
MILIEU AQUATIQUE**

31 rue de l'Estrey
88440 NOMEXY

RCS EPINAL 783 447 667

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION DES VOSGES POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC 2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels, ainsi que sur la note de l'Annexe aux comptes annuels intitulée « Etat des provisions » qui mentionne qu'un litige est en cours avec le Conseil Départemental.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, à savoir :

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 sont les premiers établis selon les dispositions du règlement ANC 2022-06, appliqué sans retraitement rétrospectif des données comparatives.

Ce règlement a notamment entraîné :

- une redéfinition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique des transferts de charges ;
- la modification de certaines rubriques du plan de comptes ;
- des reclassements de produits et charges.

Nous avons examiné :

- les modalités retenues pour la première application de ce règlement ;
- la correcte traduction comptable des reclassements opérés ;
- la cohérence des impacts présentés dans l'annexe ;
- l'absence d'incidence sur la situation patrimoniale et sur le résultat net au-delà des effets de présentation.

Nos travaux n'ont pas conduit à formuler d'observation sur ces éléments.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Remiremont,
le 27 mars 2026

ORCOM CFGS AUDIT



Cécilia MOUGEL
Commissaire aux comptes associée

Bilan actif



Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	7 158	7 158		
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	575 424	39 129	536 295	537 595
Constructions	554 689	473 825	80 864	98 331
Installations techniques, matériels et outillage industriels	163 123	137 643	25 480	29 547
Autres immobilisations corporelles	221 263	185 227	36 036	19 249
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations et créances rattachées				188 420
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	193 100		193 100	
Prêts				
Autres immobilisations financières	147		147	294
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	1 714 904	842 982	871 921	873 437
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 307		2 307	31 058
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	337 233		337 233	363 953
Charges constatées d'avance	17 198		17 198	9 719
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres				250 000
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	431 832		431 832	119 899
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	788 571		788 571	774 630
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	2 503 475	842 982	1 660 492	1 648 067

Bilan passif




Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise	1 215 303	1 215 303
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 215 303	1 215 303
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	93 583	77 742
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-24 419	15 841
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	38 253	54 955
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	1 322 720	1 363 841
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	29 359	44 723
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)	29 359	44 723
Provisions pour risques	4 500	3 750
Provisions pour charges	3 274	
TOTAL PROVISIONS (III)	7 774	3 750
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	59 839	67 888
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 787	90 540
Dettes fiscales et sociales	67 967	48 992
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	84 046	27 533
Produits constatés d'avance	58 000	800
TOTAL DETTES (IV)	300 639	235 753
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	1 660 492	1 648 067

Compte de résultat



Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	237 494	229 604
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	29 783	31 942
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	446 543	542 592
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	495	523
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2 604	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 750	3 801
Utilisations des fonds dédiés	15 364	
Autres produits	1 252	3
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	737 285	808 467
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	204 449	170 176
Aides financières	163 286	180 870
Impôts, taxes, et versements assimilés	3 340	3 845
Salaires	264 766	280 510
Cotisations sociales	91 773	92 665
Dotations aux amortissements et aux provisions	39 375	42 564
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux provisions		
Reports des fonds dédiés		44 723
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Autres charges	50	121
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	767 041	815 474
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-29 756	-7 007
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	11 547	10 762
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	11 547	10 762
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 867	1 251
Différences négatives de change		



Postes	2025	2024
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	1 867	1 251
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	9 680	9 511
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-20 076	2 504
Produits exceptionnels (V)		18 809
Charges exceptionnelles (VI)	3 274	5 362
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-3 274	13 447
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 069	110
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	748 832	838 037
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	773 250	822 196
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	24 027	32 710
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	24 027	32 710
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	24 027	32 710
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	24 027	32 710
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-24 419	15 841



Annexe

Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **1 660 492,17 €**.

Le résultat net comptable est **une perte** de **-24 418,79 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.



Événements significatifs

Evénements post-clôture

Sans impact :

Aucun événement important n'est survenu entre la clôture et la date d'arrêté des comptes.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices.

Changement de réglementation comptable

La première application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement méthode comptable au sens de l'article L.123-17 du Code de commerce.

S'agissant d'un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du PCG, il n'a pas à être justifié.

Les modalités de mise en œuvre, notamment celles relatives à la première application, figurent à l'article 27 dudit règlement, qui précise que :

- Les dispositions du présent règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.
- Lors du premier exercice d'application, les entités présentent le bilan et le compte de résultat conformément aux modèles figurant dans le présent règlement.
- Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent l'exercice de première application sont présentés selon ces modèles, le cas échéant, en procédant à des reclassements.
-

L'impact sur les principaux postes concernés par ce changement de réglementation est présenté ci-après.



Poste concerné	"Traitement avant ANC 2022-06"	"Traitement après ANC 2022-06"	Montant N
Produits de cession des immobilisations incorporelles	Produits exceptionnels	Autres produits d'exploitation	
VNC des immobilisations incorporelles cédées	Charges exceptionnelles	Autres charges d'exploitation	
Produits de cession des immobilisations corporelles	Produits exceptionnels	Autres produits d'exploitation	
VNC des immobilisations corporelles cédées	Charges exceptionnelles	Autres charges d'exploitation	
Produits de cession des immobilisations financières	Produits exceptionnels	Produits financiers	
VNC des immobilisations financières cédées	Charges exceptionnelles	Charges financières	
Quote-part des subventions virées au compte de résultat	Produits exceptionnels	Subventions	16 701
Avantages en nature / Indemnités maladie	Transfert charges d'exploitation	Au crédit des charges sur salaires	2 446
Remboursements d'assurance	Transfert charges d'exploitation	Autres produits d'exploitation	1 252
Complément de subventions exercices antérieurs	Produits exceptionnels	Subventions	1 000
Réduction de subventions exercices antérieurs	Charges exceptionnelles	Autres charges d'exploitation	
Dépenses exercices antérieurs	Charges exceptionnelles	Charges d'exploitation	11 730



Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	



Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

Emprunts

Les frais d'émission d'emprunts sont le cas échéant comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les emprunts ont été contractés.



Indemnité de départ à la retraite

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle (la recommandation ANC 2013-02), en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle.

Ces engagements ne font pas l'objet de provisions au passif du bilan. Ces engagements sont inscrits dans les engagements financiers de l'annexe. La méthode de calcul retenue est la méthode 1 conforme aux dispositions de l'ancienne recommandation CNC n° 2003-R.01.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations



Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences	7 158			7 158
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	575 424			575 424
Constructions	554 689			554 689
Installations techniques, matériel et outilla...	162 885	238		163 123
Autres immobilisations corporelles	205 946	28 589	13 272	221 263
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	188 420		188 420	
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés		193 100		193 100
Prêts				
Autres immobilisations financières	294		147	147
TOTAL	1 694 816	221 927	201 839	1 714 904

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Les parts sociales de la caisse d'épargne ont été reclassés en titres immobilisés.

Amortissements et dépréciations



Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de R&D						
Concessions, brevets & licences			7 158			7 158
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains			37 828	1 301		39 129
Constructions			456 357	17 468		473 825
Installations techniques, matériel et outill...			133 339	4 304		137 643
Autres immobilisations corporelles			186 696	11 802	13 272	185 227
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			821 378	34 875	13 272	842 982



Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de R&D				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla...				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	147	147		
Clients douteux				
Autres créances clients	2 307	2 307		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux	1 023	1 023		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts				
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers	336 210	336 210		
Charges constatées d'avance	17 198	17 198		
TOTAL	356 885	356 885		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				



État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	17 198	Charges d'exploitation
TOTAL	17 198	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise	1 215 303				1 215 303
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	77 742	15 841			93 583
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	15 841	-15 841		24 419	-24 419
TOTAL	1 308 886			24 419	1 284 467
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	54 955			16 701	38 253
Provisions réglementées					
TOTAL	54 955			16 701	38 253
TOTAL GÉNÉRAL	1 363 841			41 120	1 322 720

Fonds dédiés

Rubriques	Début d'exercice	Reports	Utilisations montant global	Utilisations dont rembours.	Transferts (A)	Clôture Montant global (B)	Clôture Montant projets sans dépenses
Subventions d'exploitation							
Dossier Grand Roué(ruisseau) ...	29 359						
Dossier Cormoran	15 364		15 364				
TOTAL	44 723		15 364			29 359	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	44 723		15 364			29 359	



Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Solde des reprises	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques	3 750	4 500		3 750	4 500
Provisions pour charges		3 274			3 274
TOTAL	3 750	7 774		3 750	7 774

Affaire entre la Fédération de pêche des Vosges et le Conseil départemental des Vosges

La réfection de la digue de l'Etang de Vannes à Escles sur laquelle passe la route départementale 460 n'a pas encore été réalisée.

Un dossier d'assurance a été ouvert chez AXA pour la procédure judiciaire et pour les travaux à entreprendre.

Une signalisation sur la route avec limitation de vitesse a été mise en place pour sécuriser la digue.

Le conseil départemental ne s'est pas encore prononcé sur les travaux à réaliser ni leurs financements.

Au 31 12 2025, il n'est pas possible de chiffrer un éventuel risque financier pour la Fédération de pêche des Vosges.

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit	59 839	10 709	33 621	15 510
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	30 787	30 787		
Personnel et comptes rattachés	35 563	35 563		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	29 998	29 998		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices	1 022	1 022		
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 384	1 384		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	84 046	84 046		
Produits constatés d'avance	58 000	58 000		
TOTAL	300 639	251 508	33 621	15 510
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	9 298			
Emprunts et dettes contractés auprès des ...				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	- 58 000	* Produits d'exploitation
TOTAL	- 58 000	



Informations relatives au compte de résultat

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	France	Étranger	Total
Chiffre d'affaires	29 783		29 783
TOTAL	29 783		29 783

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	28 555	
Personnel - Autres charges à payer	7 008	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	13 479	
Organismes sociaux - Autres charges à payer	3 598	
Fournisseurs	16 649	
Intérêts courus emprunts	120	
Clients	648	
TOTAL	70 056	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Clients - Factures à établir	2 307	
TOTAL	2 307	

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	4 900	
Afférents aux services autres		
TOTAL	4 900	

Contributions volontaires en nature

Elles représentent toutes les heures valorisées au SMIC brut que les bénévoles ont passés en pêches électriques (inventaire, sauvetage et récupération de géniteurs pour les écloseries) et en contrôles garderie par les Agents de Développement Bénévoles de la fédération.

Opérations et engagements hors bilan

Autres opérations non inscrites au bilan



Nature de l'opération	Montant des risques et avantages attendus de l'opération	Garanties données	Autres informations
Engagement de retraite		16951 €	

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	2
Cadres et ingénieurs	5
TOTAL	7



**FEDERATION DES VOSGES POUR
LA PECHE ET LA PROTECTION DU
MILIEU AQUATIQUE**

31 rue de l'Estrey
88440 NOMEXY

RCS EPINAL 783 447 667

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale

Nous avons été avisés des conventions suivantes visées à l'article L. 227-10 du code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé.

Personnes concernées :

Administrateurs de la Fédération Départementale

Description :

Remboursements de frais

Modalités :

Au titre de l'exercice 2025, votre Fédération a remboursé à ses administrateurs, sur justificatifs, des frais de déplacements pour un montant total de 13 634,00 €.
Certains administrateurs ont renoncé au versement de ces frais contre établissement de reçus fiscaux à hauteur de 494,76 €.

Fait à Remiremont,
le 27 mars 2026

ORCOM CFGS AUDIT



Anne-Christine FRERE

Commissaire aux comptes associée

Inscrite à la Compagnie Régionale de l'Est